

Congrès AFSP Strasbourg 2011

Section thématique 51 : Sociologie politique du sport

Le Bart Christian, IEP de Rennes, CRAPE-CNRS, lbart35@club-internet.fr

David Douillet, Bernard Laporte : Les limites de la conversion de la gloire sportive en ressource politique

Il est banal de diagnostiquer la faible ouverture du champ politique français sur son environnement. Clos sur lui-même, privilégiant la longévité et le cumul des positions (et par exemple des mandats) au détriment du renouvellement, le monde politique n'offre que peu de places aux entrants, d'où des mécanismes féroces de sélection, de filtrage, qui privilégient les logiques de reproduction (Hubé, 2009 ; Offerlé, 1999). Les chances de pénétrer le champ politique sont corrélées à la détention d'un fort capital politique lui-même indexé, et de plus en plus, sur le capital scolaire. Le poids significatif des énarques (et des gens à fort capital social d'une façon générale) en est l'indicateur le plus évident.

Ces logiques de sélection et de reproduction peuvent cependant être déjouées au prix d'un surinvestissement par exemple militant, l'énergie déployée venant exceptionnellement compenser l'absence de titres scolaires. A titre également exceptionnel, la vie politique offre régulièrement le contre-exemple de sportifs de haut niveau propulsés en politique, et venant y occuper des fonctions importantes. Parce que le champ politique, à la différence du champ scientifique ou du champ artistique, ne peut jamais s'autonomiser totalement (Bourdieu, 2000), le capital acquis ailleurs qu'en politique peut y être reconverti à certaines conditions et, on le verra, dans certaines limites. Ces sportifs n'ont pourtant qu'un bagage scolaire modeste, l'origine sociale les distingue rarement, et la pratique du sport de très haut niveau suppose un investissement total de la personne, investissement qui laisse peu de place à l'accumulation des ressources *a priori* attendues dans le champ politique (diplômes, engagement militant, investissement idéologique, expérience gestionnaire, mobilisation citoyenne). Le monde sportif tend au contraire à enfermer ses champions dans une logique d'hyper professionnalisation, voire de socialisation « totale » : rien ne doit distraire l'apprenti champion de ses performances.

Comment expliquer ce paradoxe ? L'objectif de cette contribution est de réfléchir aux conditions (et aux limites) de conversion en capital politique d'un capital de légitimité acquis depuis le monde sportif. On s'intéressera ici à deux trajectoires marquantes des

dernières décennies. L'une est celle d'un double champion Olympique, David Douillet, devenu député. Bernard Laporte, pour sa part, fut joueur mais surtout entraîneur de l'équipe de France de rugby, et il a été un temps secrétaire d'Etat. Comment sont-ils passés d'un monde à l'autre ? La gloire sportive suffit-elle à lever tous les obstacles à l'installation en politique ? Les trajectoires des sportifs étudiés sont assez proches ; leur superposition dessine un parcours idéal-typique du passe par la *notoriété* entendue à la fois comme élargissement de la seule gloire sportive et comme capital évalué comme politiquement rentable. On s'intéressera également aux limites de cette possible traduction du capital sportif en capital politique : les sportifs d'origine ne sont jamais tout à fait des politiques comme les autres. Les échecs rencontrés, ou même simplement les épreuves traversées sont toujours l'occasion de rappeler la précarité de leur légitimité politique.

David Douillet et Bernard Laporte ne sont pas les seuls sportifs à être entrés en politique. D'autres noms viennent à l'esprit, qui auraient pu pareillement illustrer notre démonstration¹. Si on compare, comme dans le tableau ci-après, les trajectoires de Roger Bambuck, de Guy Drut, de Jean-François Lamour, de David Douillet, et de Bernard Laporte, on est évidemment frappé par les homologies.

	Bernard Laporte	David Douillet	Guy Drut	Jean-François Lamour	Roger Bambuck
Performances sportives « sectorielles »	Rugby Joueur puis entraîneur Tournoi des 6 nations	Judo Champion d'Europe champion olympique (96)	110 m haies : Champion de France, d'Europe, vice champion olympique, recordman du monde	Escrime : Champion de France, champion du monde	100 m et 200 m champion de France,
Notoriété médiatique « peopolisation »	Sélectionneur de l'équipe de France	Double champion olympique (200) Personnalité préférée des Français	Champion olympique du 110 m haies (1976)	Champion olympique (1988)	champion d'Europe (1966)
Contact avec le champ politique	Rencontre avec N. Sarkozy	Opération pièces jaunes (Bernadette Chirac)	Chargé de mission au cabinet de J. Chirac (75-	Chargé de mission (95) Conseiller technique	Directeur du service des sports à la mairie

¹ Voir pour d'autres cas : Martinache, 2011.

		Secrétaire général à la vie sportive à l'UMP (2009)	76) Comité central du RPR	auprès du Président de la République (2000)	d'Épinay (84)
Endossement d'un rôle politique important	Secrétaire d'État chargé des sports (2007)	Député UMP (2009)	Adjoint au maire de Paris chargé de la jeunesse et des sports (85-89)	Ministre des sports (2002)	Secrétaire d'État chargé de la jeunesse et des sports (88)
Banalisation Professionnalisation politique	NON	Conseiller régional (2010)	Député RPR (86) Maire de Coulommiers (1992) Ministre de la Jeunesse et des Sports (1995)	Député de Paris (2007) Conseiller régional (2004)	NON
Epreuves Mises en cause	Remercié (2009)	Mise en cause judiciaire Amnistié en 2002	Mise en cause judiciaire Amnistié en 2002	Mise en cause judiciaire Amnistié en 2002	NON

Nous tenterons d'analyser les logiques d'entrée en politique, la façon dont les ressources sportives (ou acquises depuis le sport) peuvent devenir politiquement pertinentes. Nous montrerons aussi que lorsque cette conversion réussit, lorsque donc le sportif devient un vrai politique, lorsqu'il occupe des fonctions importantes et parfois même sans relation directe avec le sport, la banalisation du profil n'est jamais totale. A l'occasion d'un conflit, d'une polémique, le procès en illégitimité surgit qui rappelle à l'ancien sportif qu'il n'est pas vraiment à sa place dans le champ politique. Nous souscrivons donc à l'analyse d'Igor Martinache (2011) pour qui le capital sportif est ambivalent, à la fois ressource et stigmaté.

Cet article est construit à partir de deux sources² : les articles de presse consacrés à ces deux personnalités et l'ouvrage que Bernard Laporte a publié en 2009 aux presses de la cité, sous le titre : *Un Bleu en politique*. Aucun des matériaux ainsi mobilisés ne peut évidemment être considéré comme *fiable* au sens strict. Les journalistes filtrent, interprètent, cadrent. Quant au témoignage ex post de l'intéressé, il relève évidemment plus du plaidoyer *pro domo* que de l'analyse objective. Mais précisément : en mobilisant les points de vue des acteurs, les argumentaires qu'ils développent publiquement, on se met en situation de comprendre les conditions de

² Outre les utiles notices biographiques que l'on peut trouver sur Internet (Wikipédia, Who's who ?, Assemblée Nationale).

possibilité (et les limites) des trajectoires migratoires qui conduisent du champ sportif au champ politique. Les ressources des sportifs, au même titre que la stigmatisation dont ils sont l'objet, s'objectivent dans les discours que nous avons étudiés. La légitimité et l'illégitimité s'observent excellemment à ces niveaux.

1/ La conversion des ressources sportives en ressources politiques

De la médiatisation à la politisation

Appartenant pourtant à des générations différentes, les sportifs mentionnés dans le tableau précédent ont d'abord en commun de réaliser des performances qui les font connaître au-delà de la stricte discipline sportive dans laquelle ils évoluaient. Le judo ou l'escrime comptent peu de pratiquants en France, le grand public en ignore les règles, mais ils connaissent une sur-médiatisation à l'occasion des Jeux Olympiques. Cette manifestation procure aux athlètes récompensés une notoriété qui tranche avec l'anonymat dans lequel ils évoluent le plus souvent. Il est significatif d'observer que plus le sport est méconnu, plus la performance doit être exceptionnelle pour apporter la notoriété. S'il suffit à Roger Bambuck ou à Guy Druot d'emporter une médaille d'or dans une épreuve de course, il faut à David Douillet et à Jean-François Lamour une collection de titres et de médailles, acquises sur plusieurs années et sur plusieurs épisodes olympiques, pour exister au-delà du petit monde spécialisé de leur discipline. Pour un sport aussi prestigieux et populaire que le rugby, en revanche, le statut d'entraîneur victorieux a suffi à Bernard Laporte.

Il faudrait à ce stade être attentif aux mécanismes de médiatisation, voire de peopolisation, des athlètes ainsi couronnés, et recenser tout ce qui contribue à les arracher à leur discipline sportive, et même au monde du sport en général. Cette montée en notoriété n'est pas subie passivement : parce que la compétition sportive de haut niveau les oblige à une retraite précoce, les intéressés disposent de temps et cherchent à utiliser leur nom pour opérer une reconversion en s'appuyant sur leur notoriété. David Douillet est porte-drapeau de la délégation française aux JO de Sidney, ce qui est déjà un peu plus que simple athlète. Il reçoit plusieurs décorations et distinctions, il publie des livres (*L'âme du conquérant*, (1998) ; *18 clés pour devenir un champion de la vie* (2001)) , devient consultant pour la télévision, anime sur France 2 l'émission *David contre Goliath*, apparaît dans des spots publicitaires. Comme Bernard Laporte, il se lance dans les affaires (avec, pour l'un et l'autre, des fortunes diverses) en usant de son nom comme d'une marque. Consacré parmi les « personnalités préférées des Français » (après avoir été désigné par les lecteurs de *L'Equipe* comme « champion des champions français »), il fait son entrée dans le dictionnaire *Larousse*, aux Guignols de l'Info et au musée Grévin.

Arraché par la notoriété à leur discipline sportive et même au seul ancrage sectoriel dans le champ sportif, les personnalités que sont devenues Bernard Laporte et David Douillet se tiennent encore loin de la politique. Comment le contact opère-t-il ? Une première forme de politisation, la plus attendue, passe par l'implication des anciens champions dans les politiques sportives, ou même plus modestement dans l'administration du sport. Exemple classique de reconversion : c'est ainsi que Guy

Drut, Jean-François Lamour et, encore antérieurement, Roger Bambuck, ont glissé vers le monde institutionnel puis vers des rôles plus directement politiques. Ces passerelles existent plus que jamais, et elles demeurent pertinentes : après avoir été président de la *commission des athlètes de haut niveau* au *Comité national olympique français* (2002), puis entraîneur national, et membre du comité directeur de la *Fédération française de Judo*, David Douillet fut nommé au *Conseil de Lutte et de Prévention contre le Dopage* ; il a également été *Ambassadeur pour la Jeunesse auprès de l'Unesco*. Conseillers techniques, chargés de mission, directeur des services des sports dans une mairie : on est à l'interface stricte entre le sport et la politique.

Si ces reconversions administratives sont banales chez les anciens champions, elles ne suffisent pas à ouvrir la voie d'une carrière politique. Beaucoup d'anciens sportifs en restent là. Il est probable que jouent de façon décisive, dans les deux cas étudiés, l'existence d'un rapport direct avec un politique haut placé. David Douillet est parrain de l'opération « pièces jaunes » organisée par la *Fondation des Hôpitaux de France*, cette fondation est présidée par Bernadette Chirac, le judoka rencontre le couple présidentiel qui assistera à son mariage. Dans le cas de Bernard Laporte, si l'on en croit l'intéressé, c'est le hasard d'une coïncidence (les deux hommes sont en vacances au même endroit au même moment) et d'une passion commune pour le footing qui, par l'intermédiaire d'un des gardes du corps de celui qui n'est encore que ministre, va précipiter la rencontre. Dans les deux cas, les sportifs bénéficient d'un parrainage prestigieux, celui du président de la République (actuel ou futur). Capital décisif qui explique pour partie leur propulsion au sommet de l'État ? Mais capital acquis presque par hasard, au gré d'une rencontre que la notoriété a facilité mais qu'elle n'aurait pas suffi à produire.

La personnalisation de la relation avec le président de la République suffit, indépendamment de tout positionnement partisan, à ancrer les intéressés dans un clan. Bernard Laporte ne cache pas venir d'une famille mitterrandienne et n'avoir pour sa part jamais pris beaucoup d'intérêt pour la politique. Son amitié avec Bertrand Delanoë aurait pu faire de lui un socialiste s'il n'avait d'abord rencontré Sarkozy. Quant à David Douillet, c'est la protection du couple Chirac, manifestée par exemple à l'occasion d'une mesure d'amnistie en 2002, qui garantit son indéfectible loyauté envers la droite³.

L'endossement d'un rôle politique

Secrétaire d'État aux Sports pour le premier, député pour le second, les rôles confiés à Bernard Laporte et à David Douillet sont pleinement politiques. Ils supposent, sous le regard attentif des observateurs de la vie politique, l'endossement de postures spécifiquement politiques, par exemple décisionnelles ou partisans. Exposés, les anciens sportifs disposent pourtant de ressources pour jouer un rôle auquel ils n'ont

³ Sur ce que la presse a appelé « l'amendement Douillet », voir : *Le Monde*, 11 juillet 2002. « Le célèbre judoka [était] mis en examen depuis le mois de mai 2000, dans l'enquête sur la faillite de l'agence de voyages parisienne Travelstore - dont il détenait 21 % du capital - pour « complicité et recel de banqueroute par détournement d'actif ».

certes pas été préparés, mais qu'ils ont quelques raisons d'appréhender comme prolongement de leurs activités antérieures. Après tout, le sport et la politique ne sont-ils pas l'un et l'autre variations autour des mêmes expériences, la capacité à faire équipe et à convaincre, la capacité à affronter la défaite et la victoire. Bernard Laporte se sent par exemple définitivement proche de Nicolas Sarkozy quand il l'entend dire à ses joueurs : « Vous savez, moi, j'ai plus souvent perdu que gagné » (p. 38).

S'agissant du travail décisionnel, on peut noter que la bonne connaissance du milieu sportif peut fournir une ressource importante, ainsi lorsque David Douillet se voit confier la rédaction d'un rapport sur "l'attractivité de la France pour l'organisation des grands événements sportifs". Celui-ci ne fera certes pas l'unanimité, mais la légitimité de l'auteur ne sera pas remise en question. L'homme sait de quoi il parle et il est au cœur de son sujet :

Le député David Douillet a remis vendredi 9 juillet au président Nicolas Sarkozy son rapport sur "l'attractivité de la France pour l'organisation des grands événements sportifs", dans lequel il prône la mise en place d'une "Agence du sport" qui réunirait toutes les compétences. La Ville de Paris a dénoncé un rapport "inexact" et "partial". Le rapport constate que la France a beau se classer au cours des trente dernières années parmi les grandes nations organisatrices, derrière l'Allemagne et l'Espagne, des échecs comme ceux de la candidature à l'organisation des Jeux olympiques d'été 2012 "ont altéré l'image de notre pays en termes de capacité à attirer les grands événements sportifs". Notant que le choix de se lancer se fait trop souvent au coup par coup, le député UMP des Yvelines propose que soit définie une "stratégie cohérente et conquérante" à l'échelle nationale. Pour piloter le tout, il suggère une refonte du Centre national pour le développement du sport (CNDS) en une "Agence du sport français" dotée des compétences financières et politiques, avec à sa tête "un ambassadeur du sport" nommé directement par le président de la République. Ce poste à plein temps serait confié à une personnalité sportive de renom. "Sa fonction sera d'être en permanence en lien avec les grands décideurs du sport mondial", a précisé le double champion olympique de judo (Le Monde, 9 juillet 2010)

C'est aussi la notoriété de l'ancien champion qui fait mouche lorsque celui-ci porte les dossiers de sa circonscription. C'est ce qui fait dire à un élu local de Poissy (Modem) : « je travaille avec David Douillet parce qu'il a les contacts pour faire aboutir le dossier. Il faut dépasser les clivages politiques » (*Le Parisien*, 15-02-2011). La notoriété ne fonctionne plus seulement comme ressource pour entrer en politique, elle devient ressource politique, et même ici ressource décisionnelle.

L'absence de formation politico administrative peut même, dans un contexte de crise ou d'alternance politique, devenir une ressource. Elle est gage de fraîcheur et promesse de renouvellement des façons de faire de la politique. Ainsi Bernard Laporte, un peu inquiet face au rôle qu'il devra improviser, est-il rassuré par François Fillon, Claude Guéant, ou Xavier Bertrand qui lui conseille ceci : « Reste toi-même. Tu n'es pas du sérail et c'est tant mieux. Cela va apporter un peu de fraîcheur » (p.

61). La distance est-elle d'ailleurs si grande entre sport et politique ? : « J'ai vécu le secrétariat d'État comme le prolongement de mon statut d'entraîneur. Je me suis soumis avec délectation aux obligations de terrain » (p. 78). Le sport et la politique fusionnent, ainsi lors des JO à propos desquels il note : « ma mission, à Pékin comme ailleurs, est sportive autant que politique » (p. 92). Au-delà de sa bonne connaissance du terrain et de sa bonne relation avec les milieux sportifs, l'ancien rugbyman développe une représentation des savoir-faire ministériels finalement assez ajustée aux savoir-faire pertinents dans le monde du rugby. S'il fait preuve de bonne volonté pour apprendre à jouer un rôle qui lui est encore étranger, il sait aussi qu'il a une carte à jouer en étant lui-même : « En endossant le costume ministériel, je n'ai pas remis le pantalon de jogging que j'ai usé sur tous les terrains de rugby. Fier de mon parcours, je n'ai renié ni mes valeurs ni mes croyances. Devenir ministre n'a pas effacé le sportif qui vit en moi » (p. 78).

L'ajustement est repérable jusque dans les mots : pour l'ancien sélectionneur du Quinze de France, le recrutement au sein d'un cabinet ministériel consiste précisément à « sélectionner » (p. 23). Bernard Laporte n'hésite pas à raconter son expérience du monde politique en y important les catégories d'entendement (et le champ lexical) du rugby : à BHL ou à Marie-George Buffet, il n'hésite pas à distribuer des « cartons rouge » (p. 124 et 146) ; il note qu'« un conseil des ministres dure (í) à peine plus qu'un match de rugby » (p. 73). Et d'évoquer encore le « *plaquage* de Roselyne » (p. 63). Cette confusion lexicale suggère une confusion des habitus. Être secrétaire d'État et être joueur ou entraîneur de rugby, est-ce après tout si différent ?

S'agissant du travail électoral, la popularité des sportifs est directement synonyme d'efficacité. La presse relate la victoire de David Douillet lors d'une législative partielle comme s'il s'agissait d'une simple formalité. N'est-il pas l'une des personnalités préférées des Français ? Le contexte est pourtant difficile pour l'UMP (on est en pleine affaire Jean Sarkozy). La stratégie du champion, typique des candidats venus de la société civile, est de dépolitiser l'élection et de jouer de sa seule popularité. A l'issue d'un premier tour favorable, la presse accrédite une vision de l'élection qui fait la part belle au passé sportif de David Douillet :

David Douillet en tête dans les Yvelines

David Douillet, qui fut longtemps la personnalité préférée des Français, a su convertir sa notoriété en voix, arrivant largement en tête. (í). "La compétition m'a appris qu'il faut savoir rester humble et concentré. Si la demi-finale s'est bien passée, ce n'est pas la fin du combat", assure M. Douillet, filant la métaphore sportive (í). Le candidat PS, lui non plus, ne résiste pas à la métaphore sportive: "Nous allons essayer de mettre David Douillet -ippon- [prise, au judo, qui permet de conclure le combat] au second tour." (Le Monde, 12 octobre 2009)

Même grille de lecture pour la campagne de l'entre deux tours :

Très loin des polémiques, David Douillet fait campagne
L'affaire Jean Sarkozy " peut-elle compromettre l'élection de David Douillet ? "
Les tracas parisiens ne préoccupent pas les gens ", balaye l'ancien champion de judo, qui mène sa première campagne électorale, sous la bannière de l'UMP, pour devenir député de la 12e circonscription des Yvelines. Le second tour de cette législative partielle aura lieu dimanche 18 octobre. Sur le marché de Clayes-sous-Bois, à trois jours du scrutin, M. Douillet serre les mains avec une aisance chiraquienne. " Voyez, personne n'en parle ! ", poursuit-il, tout en signant un autographe. De fait, l'ancien champion, qui ne prend pas position sur le fond de l'affaire, promène sa notoriété sans même devoir affronter une question politique. Une allée plus loin, son adversaire, le socialiste Frédéric Bernard, dresse un constat inverse : " Tout le monde ne me parle que de ça ", soutient le maire de Poissy. (í) Les deux adversaires jouent deux partitions opposées. M. Douillet tient les caméras des médias nationaux à distance, pour que sa campagne de proximité ne soit pas perturbée par les enjeux " parisiens ". M. Bernard, à l'inverse, veut mobiliser l'électorat hostile au président de la République. Paradoxalement, c'est un élu UMP, Pierre Cardo, qui a invité " l'affaire Jean Sarkozy " dans la campagne. Mardi 13 octobre, lors d'une réunion du groupe parlementaire de l'UMP, il a averti, au cours d'une intervention très applaudie, que la polémique aurait de " probables conséquences " sur l'élection. D'une voix de connaisseur : élu de la 7e circonscription des Yvelines, il a chaperonné M. Douillet durant ses premiers pas politiques. " Pierre Cardo a parlé avec son vécu, sa sensibilité ", tempère Gérard Darmanin, le directeur de campagne de M. Douillet. M. Cardo ne retire rien : " Je m'en suis expliqué avec David. Je peux comprendre qu'il ne souhaite pas de polémique. Mais je maintiens ce que je dis. Je passe mon temps à avoir des demandes de parents dont les enfants ne trouvent pas de travail parce qu'ils n'ont pas de relations. Cela me choque. David me dit que les gens ne lui parlent pas de ça : c'est normal, ils voient encore en lui une vedette, ils veulent positiver. " Pour M. Cardo, " David Douillet va gagner ", mais " pas avec la marge qu'il aurait pu avoir ". Sur le marché, un sympathisant communiste finit par interpeller M. Douillet : " Le fiston, là, vous savez ? " "Monsieur fait de la politique politicienne. Le coquin !", lance en s'éloignant l'ancien judoka (Le Monde, 17 octobre 2009).

Cette première performance électorale, conforté par une élection au conseil régional, suffit à faire du nouveau député une ressource convoitée au sein de l'UMP. Ainsi est-il invité à soutenir les candidats de la majorité en prévision des cantonales :

Le champion de judo a remobilisé les troupes, hier, en vue des élections cantonales C'est en costume cravate que David Douillet a joué le coach des candidats UMP aux élections cantonales, hier, à Juvignac. Après un passage, le matin, par Béziers où le champion de judo a inauguré deux structures, il a fait une étape à la salle Courpouyran, à l'invitation d'Arnaud Julien. Le patron départemental de l'UMP avait organisé une réunion avec les cadres départementaux et les candidats investis aux cantonales. Pas loin de cent personnes, dont le député Jacques Domergue, sont venues l'écouter prêcher la

parole de la majorité parlementaire. Récemment élu député des Yvelines et conseiller régional d'Île-de-France, David Douillet est également chargé de la pédagogie des réformes. «Je me suis rendu compte que les gens ne connaissent pas les lois dans le détail. Je leur explique les choses simplement et leur rappelle l'objectif final : redresser le pays. Sans changement, la France deviendra une nation sous-développé. » Le porte-parole ne s'embarrasse pas de logorrhées verbales. Il va droit au but. Comme sur un tatami. Sur les retraites, l'immigration, le bouclier fiscal, David Douillet répond franchement. « Il n'y a pas besoin de défendre la réforme des retraites, elle s'impose. Avec quinze ans d'espérance de vie supplémentaire, il ne reste plus qu'1,6 actifs pour un retraité. Si on veut conserver le système par répartition, on n'a pas le choix. » (i) S'adressant aux candidats aux cantonales, dont la plupart étaient présents, David Douillet prend des accents de coach : « Il ne suffit pas d'être investi. Ce ne doit pas être qu'une motivation, ce doit être une vocation. Il y a une vraie différence entre se présenter à une élection et vouloir s'impliquer dans le quotidien des gens. Cela doit transpirer dans le discours. Sinon, il faut laisser sa place. » Conscient de la difficulté (l'UMP dispose de six sièges sur 49 au département), David Douillet exhortait chacun à « tenir bon. On ne gagne par les JO dès la première fois ». L'important, avant tout, c'est d'y croire... (Midi Libre, 3 octobre 2010)

N'étant pas élu, Bernard Laporte n'a pas directement testé la convertibilité de la popularité sportive en performance électorale. Témoin privilégié de la campagne victorieuse de Nicolas Sarkozy, il inscrit pourtant là encore directement celle-ci dans la continuité de son expérience sportive. Assistant à un meeting électoral, il observe que « l'ambiance est digne des plus grands stades au soir d'une compétition internationale » (p. 56). À l'écoute du candidat, il « découvre un sportif de haut niveau qui s'est préparé physiquement pour tenir la distance » : « Ce jour est une fête. Un match. Nul besoin de regarder le score : je sais qu'il a gagné » (p. 56). Faut-il conclure à la fusion totale entre registre sportif et registre politique ?

Des politiques comme les autres ?

Une fois installé dans un rôle politique, les sportifs perdent une partie de leur singularité. Ils s'ajustent à des rôles prescrits. Le champion entrant en politique devient un politique au passé sportif, ce qui n'est déjà plus tout à fait la même chose. Le regard porté sur eux se banalise, on pourrait croire que la singularité des trajectoires suivies est oubliée. Les critiques formulées ne relèvent-elles pas de l'ordinaire de la compétition politique ? Ainsi pour David Douillet lorsque son rapport sur les grands événements sportifs en France donne lieu à de très prévisibles affrontements politiques (gauche / droite, Ville de Paris / Etat).

*Paris dénonce le rapport "inexact" et "partial" de David Douillet
Selon David Douillet, le président s'est félicité d'"un travail de grande qualité avec des préconisations réalistes et surtout applicables". Un avis qui n'est pas partagé par la Ville de Paris, qui s'est dite "surprise à la lecture des conclusions*

du rapport" de David Douillet sur le stade Jean-Bouin et les installations de Roland-Garros en dénonçant "leur partialité et leur inexactitude grossières". Dans une réaction écrite au travail du député UMP des Yvelines, elle relève que "M. Douillet n'a pas jugé utile d'interroger la Ville avec laquelle il n'a pris contact à aucun moment pour l'élaboration de son rapport". Pour Jean-Bouin (Paris 16e), où la ville est en train de démolir l'actuel stade pour reconstruire un nouveau stade de rugby de 20 000 places, "ses conclusions sont invalidées par le simple fait que son chiffrage est gravement inexact. Le coût de ce stade n'a jamais atteint 200 millions d'euros. Ce chiffre qui correspond à la désinformation véhiculée par l'UMP Paris ne correspond à rien", affirme la mairie. "Le vrai chiffre, inclus dans la déclaration de projet votée en mars 2010, est de 137 millions d'euros ». Le Monde, 9 juillet 2010

La « personnalité préférée des Français » est-elle en passe de venir un politique comme les autres ? « David Douillet a été un grand sportif mais c'est un petit député » déclare le maire PS de Conflans (*Le Parisien*, 15 février 2011). La polémique qui oppose David Douillet à Rama Yade illustre bien l'évolution du personnage : il est perçu comme ambitieux postulant au poste de ministre, bien loin donc de l'idéal sportif. Le journaliste le présente comme doté de tous les traits de l'habile politicien qui sait doser ses coups de griffes, et qui égratigne même ceux qui, comme Roselyne Bachelot ou Rama Yade, se laissent emporter par la passion du sport. Comme si la fraîcheur et l'enthousiasme avaient changé de camp.

Rama Yade et David Douillet, un duel bien peu sportif

La secrétaire d'État aux Sports a décerné hier « la ceinture noire du ridicule » à l'ancien judoka. Celui-ci dénonce une mauvaise interprétation de ses propos et invite Rama Yade à l'appeler.

À trois mois du remaniement attendu, les accrochages se multiplient entre Rama Yade et l'ancien sportif de haut niveau David Douillet. Le ton est monté d'un cran hier, lorsque la secrétaire d'État aux Sports a décerné au député des Yvelines et ancien judoka « la ceinture noire du ridicule ». Il la « mérite », a indiqué la ministre sur Europe 1. « Nous, on ne commente pas, on travaille », a-t-elle encore ajouté à propos de sa ministre de tutelle, Roselyne Bachelot, et d'elle-même.

Douillet n'était pas derrière son poste de radio au moment où Yade a lâché cette expression ciselée, qu'elle a dû longuement mûrir et peaufiner. Il en a pris connaissance un peu plus tard. Et il n'en revient pas. « C'est anecdotique, c'est ridicule, c'est un détail. Ce n'est pas l'idée que je me fais de la politique », confie au Figaro l'ancien sportif, qui s'est également fendu d'une « petite mise au point » sur son blog. « Rama Yade aurait peut-être dû m'appeler. Si elle a des doutes, il faut qu'elle m'appelle », ajoute David Douillet.

Selon lui, tout serait parti d'une interprétation erronée de ses propos. « Si Nicolas Sarkozy me le proposait, j'accepterais », avait-il dit la semaine dernière dans Var Matin en réponse à une question concernant son intérêt pour le portefeuille des Sports. Une semaine plus tard, l'ex-judoka tente de minimiser la petite phrase. « Cette question sur mes ambitions ministérielles, cela fait cinquante fois qu'on me la pose. Je n'ai jamais dit que je voulais prendre le

poste de Rama Yade. En réalité, je ne demande rien. Je ne suis pas là pour quémander quoi que ce soit ni pour prendre la place de qui que ce soit. Je fais mon travail de député », confie-t-il en ajoutant que « seul l'intérêt général (lui) importe ». Si Douillet affirme ne pas avoir d'ambitions ministérielles, il semble que le président en ait pour lui. Fin juin, en recevant à l'Élysée les députés UMP, Sarkozy avait durement critiqué Rama Yade et sa sortie sur « le clinquant de l'hôtel des Bleus ».

Devant les députés UMP, Nicolas Sarkozy avait aussi évoqué la tenue d'états généraux du football à l'automne. « Je le dis sous le contrôle de David (Douillet) : moi j'adore le sport ! », avait ainsi lancé le chef de l'État.

Se sentant pousser des ailes, Douillet a alors multiplié les critiques larvées à l'adresse de Rama Yade. Et les intrusions dans le champ de compétence de la secrétaire d'État. « Je vais rencontrer Michel Platini (président de l'UEFA, NDLR), un copain, pour faire en sorte de ne pas rémunérer les footballeurs trop tôt » car « ça les désoriente », avait-il affirmé le 9 juillet lors de la présentation de son rapport sur l'avenir du sport. Au lendemain de la Coupe du monde, le député avait lancé une pique à la secrétaire d'État et sa ministre de tutelle, Roselyne Bachelot. « Je trouve qu'elles ont parfois manqué de recul, avec des réactions trop passionnelles. Mais c'est parce qu'elles aiment le sport. Les interventions, lorsque les plaies sont ouvertes, sont toujours très difficiles », avait-il encore déclaré.

Inutile de préciser que ces sorties à répétition ont plutôt déplu aux intéressées, qui elles-mêmes entretiennent des rapports électriques depuis quelques mois. Pour l'heure, les relations entre Yade et Douillet sont glaciales. Ils se croisent au conseil régional d'Ile-de-France, où ils siègent tous les deux à la commission transports. « Une réunion a eu lieu quelques jours après le compliment de Sarkozy à Douillet devant les députés UMP. Ce jour-là, Rama Yade et David Douillet ne se sont pas salués et se sont ignorés copieusement », raconte un élu socialiste. De là à penser que Rama Yade se sent effectivement menacée, il n'y a qu'un pas. Une chose est sûre : la cote de la secrétaire d'État n'est pas remontée au sommet de l'État. « Elle joue trop solo », soupire un élu ami du président en évoquant « la fonctionnaire » promue ministre en 2007. *Le Figaro*, 27-07-2010

Une autre forme de banalisation des sportifs est liée aux épreuves judiciaires qu'ils doivent affronter. Mis en cause pour fraude fiscale ou pour corruption, Guy Drut et David Douillet bénéficient d'une amnistie qui met à mal leur popularité originelle. Guy Drut, empêtré dans l'affaire des HLM d'Ile-de-France, est contraint de jouer la carte de l'incompétence. Mais c'est ici l'affairisme des sportifs qui est dénoncé, pas leur passé sportif. C'est également vrai de Bernard Laporte, soumis au feu de la critique politique dès sa prise de fonction :

L'ancien sélectionneur des Bleus a également eu droit à quelques " tampons ". " Bernard Laporte n'a rien à faire au gouvernement ", a estimé, lundi, Stéphane Le Foll, l'un des porte-parole du Parti socialiste, pointant " la confusion entre le sport, les affaires et la politique ". Enfin, quelques jours après la publication, dans L'Equipe Magazine, d'informations sur de possibles irrégularités fiscales de M. Laporte, les services fiscaux ont déposé plainte pour violation du secret

*fiscal, a indiqué vendredi une porte-parole du ministère du Budget. Le Monde
28-10-2007*

On voit malgré tout s'opérer un glissement dans la critique : trop lié au monde de l'argent, le monde sportif peut-il constituer une filière politique légitime ? Deux ans plus tard, le bilan de l'action de Bernard Laporte est sévèrement dressé dans *Le Monde*, sans le moindre traitement de faveur. Le Secrétaire d'Etat est jugé du point de vue de critères strictement politiques, son inexpérience est pointée sans complaisance, le prestige du champion s'est évanoui. L'homme était-il à sa place au gouvernement ?
:

En panne de grands projets, le secrétaire d'Etat aux sports s'est coupé de la base du mouvement sportif

Difficile d'exister comme ministre lorsque l'on manque de projets forts et de surface politique. Un an et demi après son arrivée au secrétariat d'Etat aux sports, Bernard Laporte n'est pas parvenu à imprimer sa marque. Le prochain remaniement ministériel (mardi 23 juin ou mercredi 24 juin) consécutif aux élections européennes pourrait prendre des allures de couperet pour l'ancien sélectionneur du XV de France, alors que l'ombre de l'ancien champion olympique de judo David Douillet, nommé en mars secrétaire national à la vie sportive de l'UMP, se fait plus présente.

Le 10 juin, Bernard Laporte assistait dans un gymnase d'Evry (Essonne) à une démonstration de yamakasi, sport urbain popularisé par le cinéaste Luc Besson. Des inaugurations de piscine et des visites de gymnase, l'ancien rugbyman, devenu secrétaire d'Etat, en a présidé plus d'une depuis sa prise de fonctions en octobre 2007 dans le gouvernement de François Fillon. Rien de plus normal : la fonction d'un secrétaire d'Etat nécessite d'être sur le terrain. Mais cela ne suffit pas à l'heure où le sport prend une place grandissante dans la société. Dopage, paris sportifs, infrastructures, gestion du haut niveau, mondialisation des carrières de sportifs... les dossiers importants, sur lesquels Bernard Laporte n'a pas paru avancer de manière décisive depuis sa nomination, ne manquent pas.

Face à tous ces défis, Bernard Laporte a d'abord dû composer avec les turbulences de la vie ministérielle. Intronisé en juin 2007 par Nicolas Sarkozy secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports alors qu'il était encore entraîneur du XV de France, il ne rejoindra le gouvernement que trois mois plus tard, une fois la Coupe du monde terminée, à la quatrième place. Placé sous la tutelle de Roselyne Bachelot, ministre de la santé, de la jeunesse et des sports, il s'exclame alors : " Je suis très content de travailler avec Roselyne Bachelot. Sans la connaître, je sens que je m'entends bien avec elle. " La réalité sera plus rude.

Le cabinet de Roselyne Bachelot exerce une tutelle attentive et s'inquiète régulièrement des incohérences de communication du secrétaire d'Etat. Les conseillers de la ministre suivent même en direct certains dossiers, notamment pendant la présidence française de l'Union européenne. D'autres chantiers sont traités directement à l'Elysée ou à Matignon, comme la question de l'avenir du Grand Prix de France de formule 1. De son côté, le ministre du budget garde la main sur le dossier des paris sportifs, primordial pour le financement du sport français. Flanqué depuis octobre 2008 d'un nouveau directeur des sports,

Bertrand Jarrige, appelé dans les couloirs du ministère " le vice-ministre ", Bernard Laporte a aussi vu le dossier de la jeunesse lui être retiré pour être attribué à Martin Hirsch, haut-commissaire aux solidarités actives contre la pauvreté.

Il a, par ailleurs, rencontré la grogne des présidents des fédérations face à sa réforme du sport de haut niveau. " Il y a un problème de méthode ", lançait fin janvier Henri Sérandour, alors président du Comité national olympique et sportif français (CNOSF), peu satisfait des approximations et de l'absence de concertation autour du projet. Son successeur à la tête du CNOSF, Denis Masseglia, renchérit : " Le ministère doit comprendre qu'il est hors de question pour nous d'être les simples spectateurs de changements qui nous concernent directement. "

Le litige entre Bernard Laporte et le mouvement sportif français provient en grande partie de la manière dont est menée la réforme des filières du sport de haut niveau, qui s'accompagne notamment de fermetures de centres régionaux d'éducation physique et sportive (Creps). Un chantier compliqué par la fusion en cours des directions départementales, de la jeunesse d'un côté et des sports de l'autre, impulsée par la révision générale des politiques publiques (RGPP).

La précipitation dans laquelle a été lancée la réforme du haut niveau a aussi conduit le cabinet de Bernard Laporte à céder du terrain sous la pression d'élus puissants de la majorité. Ce fut le cas avec la décision de ne pas supprimer le Creps de Vichy, lieu d'élection de Brice Hortefeux, ministre du travail. Le chantier de la réforme du haut niveau a, du coup, pris du retard, à l'image du choix des filières de haut niveau, pourtant indispensable pour la préparation des prochains Jeux olympiques. " La suppression des aides de l'Etat pour la pratique sportive par les jeunes, la réduction des postes d'éducateurs sportifs, la diminution du nombre de Creps et l'abandon de Pôles espoirs, tout cela dénote un manque de vision globale, lâche Valérie Fourneyron, députée socialiste, spécialiste des questions de sport. Les athlètes de haut niveau ne tombent pas du ciel ! Ils prennent racine dans le sport pour tous. "Très présent sur les problématiques du sport professionnel, et particulièrement du football, Bernard Laporte l'a été beaucoup moins sur d'autres dossiers chauds, comme celui du dopage, qui fut le cheval de bataille de son prédécesseur, Jean-François Lamour. Même s'il a été encadré dans ses fonctions de ministre, le secrétaire d'Etat a toujours gardé une liberté de parole, au risque de déraper. En octobre 2008, il a surpris en annonçant qu'il n'était pas le père de l'enfant de Rachida Dati, la garde des sceaux, déclenchant un " cela ne mérite aucun commentaire " glacial de l'intéressée. Un " no comment " lapidaire qui semble aujourd'hui résumer l'opinion d'une partie du mouvement sportif français face à l'action de Bernard Laporte. (Le Monde, 23 juin 2009)

Les sportifs, des politiques comme les autres ? Les ressources qui leur ont permis de court-circuiter les mécanismes ordinaires de sélection du personnel politique ne leur garantissent, une fois à l'intérieur du champ politique, aucun privilège d'impunité. Pris dans et par le jeu partisan, ils se trouvent rapidement exposés au même regard critique que leurs pairs. Le procès en illégitimité pointe alors, soit que le monde du sport soit trop lié à l'argent, soit qu'il ne soit pas en mesure de produire les compétences

attendues d'un politique. On peut alors faire l'hypothèse d'une fragilité structurelle, due à un déficit originel de légitimité. Cette fragilité structurelle est ressentie par les intéressés, soumis à un processus de stigmatisation particulièrement explicite dans l'ouvrage de Bernard Laporte. Celui-ci endosse le stigmate et en même temps cherche à le retourner. S'il reconnaît certes qu'il n'a pas les codes du vrai politique, il plaide aussi pour réhabiliter les façons d'être et les façons de faire qui sont les siennes, celles d'un homme authentique soucieux d'agir sur le terrain.

2- La gestion du stigmate chez Bernard Laporte : -Un bleu en politiqueø

Une position dominée intériorisée

On voit poindre à l'encontre de l'ancien rugbyman un procès en illégitimité dont les arguments mettent en cause non plus seulement une politique mais plus directement un homme, clairement critiqué pour ne pas être à sa place. Le même journaliste du *Monde* met par exemple en cause ses tenues vestimentaires inadéquates et plus généralement son style, on glisse de l'argumentation politique vers l'ironie ad hominem :

Les habits toujours neufs de Bernard Laporte

Suivre Bernard Laporte pendant ces Jeux, c'est comme feuilleter un plan de Pékin où se seraient glissées des feuilles du catalogue de La Redoute. Car le secrétaire d'Etat aux sports se multiplie, avec une garde-robe à géométrie variable. Premier lieu d'ancrage de l'ancien rugbyman, sélectionneur du XV de France de 1998 à 2007, le village olympique. Dès son arrivée, il y est allé pour la réception de la délégation française. Pendant les hymnes, il rayonnait, heureux à l'idée de " croiser des athlètes extraordinaires comme Federer, Ronaldhino, Nadal... sans parler des Français ". Pour cette sortie, il avait choisi la tenue de la délégation, blazer bleu clair, pantalon foncé, tennis bleues à semelles blanches. Un côté " dimanche à la plage " peu apprécié par ses conseillers, obligés de porter la même tenue. Puis il a aussi été aperçu à l'ambassade de France. Le costume était de rigueur, et le discours aussi. Roselyne Bachelot, sa ministre de tutelle, n'était pas loin... Mais là où Laporte est le plus à l'aise, c'est dans les stades. Et pas toujours dans la tribune VIP. Il préfère parfois suivre les compétitions au milieu des supporters. " Le gratin du haut niveau est là, c'est fabuleux. " Un enthousiasme qu'il fait aussi partager aux auditeurs de RMC, où il intervient quotidiennement dans l'émission de son ancien coéquipier de Bègles, Vincent Moscato. En soirée, fourbu, Bernard Laporte trouve souvent le repos au Club France, où le Comité olympique français a zinc ouvert. Les soirs de médailles, le champagne coule et les flashes crépitent. Pour fêter les nageurs et l'aviron, par exemple, Bernard Laporte était vêtu d'un polo turquoise d'un bas de survêtement foncé et de chaussures noires. Un grand moment de détente vestimentaire. Plus loin, des présidents de fédération semblaient moins à l'aise à l'idée que des coupes budgétaires les attendent à leur retour de Pékin... (Le Monde, 21 août 2008)

Le récit rétrospectif que propose de son expérience Bernard Laporte, et que l'issue amère de la disgrâce contribue à assombrir, multiplie les anecdotes donnant à voir l'impossibilité pour un sportif tel que lui de jouer jeu égal avec les professionnels du sérail politique. Ce témoignage dit l'impossible conversion des ressources sportives en ressources politiques. En ce sens, il est un témoignage de grand intérêt sur le sentiment d'illégitimité ressenti par l'intéressé. Rien ne traduit mieux cette position dominée que la « bonne volonté » dont fait preuve le rugbyman à l'égard du rôle qu'il doit endosser. Il a suivi des cours de « media training » (p. 142), il a surtout accepté de s'en remettre assez systématiquement aux hauts fonctionnaires de son ministère, dont il découvre rapidement la toute-puissance :

« Ce sont mes conseillers qui, dès maintenant, organisent mes déplacements et mes réunions : je n'ai plus voix au chapitre. Je ne dirai jamais non, me contentant de réprimer une moue boudeuse quand il s'agira de perdre ma matinée à l'Assemblée nationale » (p. 60).

Les a-t-il seulement choisis ? non. D'entrée de jeu il se dit incapable d'effectuer les recrutements au sein de son cabinet (p. 22). Plus généralement le récit est tout entier placé sous le signe de l'hétéronomie : Bernard Laporte a-t-il seulement choisi d'être ministre ? Il ne l'a bien sûr pas décidé, mais en avait-il vraiment envie ? Nicolas Sarkozy exerce sur lui une forte pression (« Je veux absolument que tu viennes », p. 14). Mais la coupe du monde de rugby approche et l'entraîneur de l'équipe de France n'est pas disponible. : « Les faveurs du chef de l'Etat se discutent rarement. Il se crispe. Il balaie mon argument et il insiste (í) ; Claude Guéant opine. Je n'ai plus rien à dire, sinon accepter » (p. 15). Et plus loin : « Nous n'avons pas encore évoqué les termes du contrat. Peu importe. Mon sort est scellé » (p. 52).

Mal à l'aise en politique, Bernard Laporte n'a de cesse de trouver des personnalités sur qui s'appuyer et auxquelles il puisse faire confiance et s'en remettre. Après le président lui-même, c'est Roselyne Bachelot, son ministre de tutelle, qui jouera ce rôle. Cherchant à dissiper le malaise initial, il refuse clairement d'entrer en concurrence avec quelqu'un qu'il sait être une professionnelle aguerrie de la chose politique. (« La politique, ce n'est pas mon métier. J'ai envie d'apprendre. Je ne cherche pas à faire carrière. Mon rôle, c'est de t'aider. Je suis à ton service », p. 64). Une telle disposition à la remise de soi montre la manque de confiance de l'intéressé, qui n'hésite pas à faire figurer en post-face de son livre le discours prononcé par Roselyne Bachelot à l'occasion de son départ. Façon aussi de reconnaître jusque dans le discours le plus officiel la légitimité d'un univers qu'il critique mais dont il est toujours prêt, fût-ce à ses dépens, à reconnaître la grandeur. Il dit être conscient de ses limites (p. 68), reconnaît ne pas du tout se sentir à sa place en conseil des ministres (« je suis intimidé (í). Je me sens tout petit. Déboussolé, perdu », p. 71). Le livre montre alors aux dépens de son auteur l'intériorisation par celui-ci de verdicts produits à son égard par les professionnels de la politique. Tel le mauvais élève jadis étudié par Bourdieu et Passeron, le ministre débarqué n'est jamais très loin d'adhérer à l'image négative que l'institution qui l'a exclu a renvoyée de lui. Il se raccroche aux signes

positifs, si ambigus soient-ils⁴. Et c'est très humblement qu'il conclut : « J'ai beaucoup appris de mon passage au gouvernement » (p. 196). Mais malgré cette bonne volonté affichée (« par mimétisme, j'adopte les codes de la République » », p. 72), il ne parvient jamais à dissiper l'impression d'occuper une fonction pour laquelle il n'est pas fait.

L'intériorisation de la position dominée se marque enfin dans le constat désenchanté d'avoir occupé une place plus modeste que ce que les apparences pouvaient laisser espérer. Interpellant (en le tutoyant) son lecteur, Bernard Laporte lui confie ceci : « Quand tu es ministre ou secrétaire d'Etat aux sports, tu ne fais pas partie des ministres majeurs (í). Tu n'as pas d'importance (í). Tu ne gênes personne. Tu es le bon collègue qui distribue des places pour les matchs de football ou de rugby » (p. 196). Personnellement et institutionnellement dominé, l'ancien secrétaire d'Etat semble prêt à considérer que n'importe qui, n'importe lequel de ses lecteurs, aurait pu occuper sa place. Où est sa légitimité d'origine ?

Le stigmaté retourné : la nostalgie chevaleresque

Le propos de Bernard Laporte ne se réduit pas à l'expression d'une position à la fois objectivement dominée et subjectivement intériorisée. Il est aussi de développer un plaidoyer *pro domo* en forme de retournement du stigmaté. Certes l'ancien rugbyman n'est pas un vrai professionnel de la politique, et les codes de ce monde-là lui font défaut. Mais cette extériorité ne devrait-elle pas constituer un atout en politique ? L'ancien champion construit alors une vive critique de la politique telle qu'elle a été accaparée par une caste de professionnels. La posture est classique, on la retrouve chez tous les entrants en politique (les écologistes, les femmesí). Chez un ancien sportif, elle prend une tournure qui s'apparente à ce que Norbert Elias avait appelé la nostalgie chevaleresque, en référence au refus aristocratique de rentrer dans le jeu curialisé. Contre les mondanités civilisées, les seigneurs condamnés (à l'époque moderne) à devenir courtisans développaient la nostalgie des temps médiévaux, quand la compétition pour le pouvoir se jouait franchement armes en main. La dénonciation de l'hypocrisie et l'apologie de l'authenticité trouvent ainsi leur source dans l'obligation faite à chacun de déposer les armes et d'endosser un rôle formalisé. Le même Norbert Elias a montré comment le sport, en tant que libération partielle et autorisée des pulsions de violence, pouvait constituer un lieu d'élection privilégié de cette nostalgie. Il n'est donc pas étonnant que le passage du sport à la politique, c'est-à-dire le passage d'un monde où les pulsions d'agressivité peuvent s'exprimer à un monde dans lequel l'autocontrôle au contraire domine, soit vécu comme une expérience douloureuse et difficile.

On trouve d'abord trace de cette nostalgie dans le récit des conflits entre gens de pouvoir, que l'esprit chevaleresque prédispose à gérer avec franchise, sinon avec brutalité. « J'aime les hommes de caractère », écrit Bernard Laporte (p. 82). Moqué par BHL, il ne peut garder son calme (« le sang bout dans mes veines » ; « ma colère

⁴ Ainsi le discours final de Roselyne Bachelot, convenu s'il en est : « Bernard, tu es un seigneur » (p. 199-203)

est toujours vive », p. 123) ; il souhaiterait une « explication virile » (p. 124). De même face aux attaques de Montebourg (« j'ai réagi en sportif : les comptes se règlent dans les vestiaires, pas sur le terrain », p. 71)⁵ ou face au mépris de Bernard Kouchner (« il fallait que je lave mon honneur », p. 145). Revendiquant le « franc parler » du « franc tireur » (p. 138), il constate son incapacité à faire semblant (à l'Assemblée, il « perd ses nerfs » en séance face aux accusations, p. 69), et valorise la franchise : il sait à l'occasion « taper du poing sur la table » (p. 85), et à l'inverse il ne fuit pas ses responsabilités (« j'assume tout ce que j'ai dit en vingt mois », p. 144 ; « ce discours, je l'assume », p. 108). Avec courage, il prétend savoir regarder la réalité en face, même lorsque le sort est contraire (« je n'ai pas besoin de pommade pour résorber le choc de mon éviction », p. 189)⁶. Aussi est-il en porte-à-faux lorsque la civilité politique interdit ce que le code de l'honneur sportif exigerait, comme lorsque la Marseillaise fut sifflée au stade de France :

« Le politique que je suis devenu devrait sortir, mais le sportif que je suis encore ne se sent pas capable d'abandonner « ses » mecs sifflés de toutes parts. Je ne pourrai pas me regarder dans un miroir, j'aurais l'impression de les avoir trahis, d'avoir été lâche. De ne plus être un homme » (p. 140)

La critique de l'univers politique trouve un terrain privilégié dans l'absence de franchise et la lâcheté. La « rumeur » (p. 11) y joue un rôle maléfisant, les choses « se murmurent » (p. 31), la « polémique » surgit d'on ne sait où. Le jeu parlementaire est une caricature :

« L'Assemblée nationale, c'est un cirque. Les députés beuglent à qui mieux mieux, le brouhaha est tel qu'on ne parvient jamais à déterminer d'où partent les coups. Ce sont des coups bas. Fumants et nauséabonds. Je suis choqué par ce que je vois » (p. 64)

La nostalgie chevaleresque se marque dans le goût de l'échange vrai, et dans le refus de tout ce qui brouille le contact direct. Ainsi l'ancien secrétaire d'État préfère-t-il renoncer au média training (« les membres de mon cabinet m'ont demandé de rester moi-même, fluide et spontané », p. 142)

Le secrétaire d'État n'a donc pas oublié « le petit garçon de Gaillac aux souliers crottés » (p. 139). « Le sérail politique » n'a pas été son « berceau » (p. 138). Son goût de l'authenticité le prédispose encore à privilégier les relations de personne à personne aux intrigues politiques (« mes convictions ne reposent pas sur des idées, encore moins sur des idéologies : ce sont les hommes qui me font vibrer », p. 54). Sans s'arrêter aux positionnements partisans, il apprécie Bernard Tapie pour « son culot » (p. 184) ou Bertrand Delanoë parce que « c'est un fan de rugby » (« nous sympathisons très vite », p. 53). En Nicolas Sarkozy, il admire l'« homme de parole » (p. 32) qui « parle sans détour », avec « franchise » (p. 38). François Fillon ? « Il est authentique,

⁵ Le même Montebourg fait preuve de lâcheté : « [il] ne s'est jamais présenté à moi » (p.69)

⁶ « Dans le sport, quand tu fais un coup interdit, tu es viré sur le champ » (p. 124).

spontané, attentionné. Intelligent et compétent. Mais ce qui me touche le plus ce matin-là, c'est son humilité » (p. 59).

Bernard Laporte rappelle son extériorité radicale par rapport au jeu politique. Lui, si peu politisé, est comme égaré dans un monde qui n'est pas le sien (« il y a des têtes que je ne connais pas », p. 21). Mais il est surtout extérieur aux *logiques d'actions* des politiques : « Pourquoi ne pas dissimuler, feindre et manipuler ? Parce que je n'ai pas de dessein national, pas de visée politique » (p. 141). « Je me moque du qu'en-dira-t-on » (p. 145). Ce faisant, il reprend directement le modèle éliasien qui explique la civilisation par l'hétéronomie : c'est parce qu'il dépend des autres que l'homme civilisé se plie aux normes de la cour, tandis que le chevalier autonome peut y demeurer indifférent. Bernard Laporte n'attend rien du milieu politique, il sera donc imprévisible. Il avait d'ailleurs d'entrée de jeu clamé son autonomie, déclarant aussitôt nommé : « Je resterai si ce nouveau métier me plaît. Sinon, je partirai. J'aurai toujours cette liberté » (p. 63). Il s'attira immédiatement les foudres de sa ministre de tutelle, Roselyne Bachelot stigmatisant cette déclaration déplacée d'autonomie. Mais n'étant candidat à rien, (« le secrétariat d'Etat m'est tombé dessus sans que je demande rien à personne », p. 63), il ne donne pas prise au jeu politique, à la différence par exemple de sa ministre de tutelle au fort « appétit politique » (p. 21).

Rien ne viendra dissiper ce sentiment d'extériorité par rapport au monde politique qu'il découvre avec stupeur (« le protocole ne cesse de me surprendre, je suis intimidé je me sens tout petit », p. 71). Son regard est celui d'un enfant émerveillé (« l'ivresse me gagne. Je chavire de bonheur. C'est incroyable ! merveilleux ! (í). Je n'y crois pas, je ne peux pas y croire. C'est inimaginable et c'est pourtant vrai (í). J'en pleurerai », p. 16). De même à l'occasion de la victoire de Nicolas Sarkozy qu'il a vécue aux côtés de l'intéressé (« Ce soir là, j'en prends plein les mirettes (í). Je suis happé par l'émotion. Je vis l'histoire en direct », p. 52) ou lors du premier conseil des ministres (« Je retombe en enfance. Je suis un gamin à l'école. J'écoute avec attention », p. 73). Vécue comme un rêve (« j'ai la tête qui tourne », p. 16 ; « mon rêve devient réalité », p. 20), l'épisode magique semble concerner un autre soi-même (« demain je me réveillerai dans la peau d'un ministre », p. 39).

« Je ne calcule pas » (p. 139) ; « Je ne triche pas, je ne joue pas, je ne mens pas. Je suis comme les Français me voient : authentique (í). Bien sûr, mon franc-parler n'emporte pas tous les suffrages » (p. 141). Bernard Laporte se situe systématiquement sur le terrain de la *nature* contre la *civilisation*. Il est l'enfant plutôt que l'adulte (« je suis resté le petit garçon de Gaillac », p. 141) ; l'oralité plutôt que l'écriture, (« je n'ai jamais répondu aux questions d'actualité, à l'Assemblée nationale, un papier à la main (í). Je n'aime pas lire un discours pré-mâché », p. 142 ; « je préfère parler spontanément », p. 66) ; l'émotion franche plutôt que l'émotion retenue, qu'il s'agisse de rire (il « se marre » face aux caricaturistes, p. 133) ou de pleurer (les jeux paralympiques l'ont « bouleversé », « pris aux tripes », p. 104) ; les plaisirs simples plutôt que les fausses valeurs (« je suis bon public », p. 178 ; « le clinquant et les paillettes ne font pas partie de ma culture », p. 139 ; « mon poignet ne brille d'aucune Rolex », p. 139) ; la province plutôt que Paris (« Aux yeux de Bernard Kouchner

comme à d'autres, je passe pour un bouseux, un rustre, un bouffon même (í). Mon accent du sud-ouest me rend illégitime (í). Voilà pourquoi on pointe mes gaffes », p. 144) ; la campagne plutôt que la ville (« je suis un homme du terroir », p. 144) ; et bien sûr le peuple contre les élites :

« Je n'appartiens pas à leur monde. Je n'en ai ni les codes ni les diplômes (í) ; je me fiche de ce qu'ils pensent (í). Je ne veux surtout pas devenir comme eux (í). Avec leurs manières étriquées et leur attitude grossière, ils ne me font pas rêver, mais alors pas du tout ! Ce sont des médiocres. Des gens lâches, étroits d'esprit et privilégiés » (p. 70).

Usant volontiers d'expressions populaires⁷, l'ancien rugbyman reprend donc à son compte les clichés contre « l'univers sclérosé de la politique » (p. 186). Dès lors, les stigmates qui fragilisent l'intrus en politique (« On a parfois fustigé mon manque de professionnalisme », p. 143) se retournent en qualités, et l'humble autocritique en habile restauration de soi. La complicité avec le lecteur, lui aussi extérieur au sérail politique, se noue aux dépens des représentants de ce dernier. A front ainsi renversé, tout ce qui délégitime dans le champ politique devient ressource de légitimation aux yeux du public. Car seul compte au final pour ce dernier le bilan des actions menées, et celui-ci est positif (« j'ai mené une politique volontariste et courageuse »).

Une autre ligne de clivage activée par la nostalgie chevaleresque est en effet l'opposition entre le registre de l'action et celui, vain, de la politique politicienne. La politique n'a d'intérêt que si elle permet d'agir sur le monde (« brassier du vent ne m'intéresse pas », p. 139 ; « je ne supporte pas de rester assis passivement », p. 178). Le président en exercice a séduit le champion car « c'est un homme d'action » (p. 54). C'est donc finalement (sans jouer sur les mots) sur le terrain que l'ancien sportif est le plus à son aise (« autant j'apprécierai l'ambiance décontractée de mes sorties en province, autant je détesterai l'ambiance houleuse à certains moments de l'Assemblée nationale », p. 67). Il consacre un chapitre entier à ses déplacements de terrain, aux contacts directs avec les sportifs, avec les élus locaux :

« Je me suis soumis avec délectation à mes obligations de terrain (p. 78) ; « J'ai donc passé un tiers de l'année sur le terrain, à l'étranger pour soutenir nos champions ou en province auprès des élus locaux (í). C'est exceptionnel pour un ministre ; rester au bureau des jours durant, assis derrière un ordinateur à lire et relire des dossiers, très peu pour moi. Mes trois footings hebdomadaires ne suffisent pas (í). J'aime sortir. L'appel du terrain, le retour aux racines, le goût de la France profonde (p. 106) ; je me réjouis de sillonner la France profonde (í) ; les élus locaux tombent la veste et la cravate, les blagues de potaches fusent (í) ; je vais aller à la rencontre des gens, leur parler et les écouter » (p. 107)

⁷ Ainsi tutoie-t-il à l'occasion son lecteur et ne craint-il pas de puiser dans un lexique relâché (« mec », « connerie » í)

A lire Bernard Laporte, ce n'est donc pas pour cause d'incompétence qu'il a échoué dans son expérience politique. C'est par incapacité à jouer le jeu égoïste des professionnels de la politique. Attaché au sport collectif (« je suis solidaire », p. 140), il a naïvement cru qu'un gouvernement était une équipe (« J'ai beaucoup appris de mon passage au gouvernement, notamment qu'on n'y joue pas toujours collectif. Chaque ministre défend d'abord sa carte personnelle », p. 196). L'expérience est amère. Elle démontre l'illégitimité persistante du sportif égaré en politique, fût-il parainé par un président de la République. Si l'expression de la nostalgie chevaleresque permet de sauver la face (je suis défait mais j'avais raison), elle démontre clairement la nature d'un rapport de force implacable pour les entrants. Le cas de Bernard Laporte est-il généralisable aux autres sportifs ? Peut-être pas sous une forme aussi radicale, mais il est incontestable que quand le vent tourne, le sportif est renvoyé à sa condition d'usurpateur. Le capital dont il se prévaut-il n'est-il pas finalement trop individuel ? Le parainage politique suffit-il à compenser l'absence de réseau partisan, qui seul permet ce que Daniel Gaxie (1996, p. 21) appelle « la reconnaissance des pairs ». Bernard Laporte fait l'apologie de l'esprit d'équipe, mais il est paradoxalement un homme seul. Quand le président le lâche, plus rien ne peut le retenir dans le champ politique.

Christian Le Bart
IEP Rennes
CRAPE-CNRS

Bibliographie

- Bourdieu (Pierre), *Propos sur le champ politique*, PUL, 2000
- Elias (Norbert), *La société de cour*, (trad.), Flammarion, coll. « champs », 1985
- Elias (Norbert) et Dunning (Eric), *Sport et civilisation, la violence maîtrisée*, (trad.), Fayard, 1994
- Gaxie (daniel), *La démocratie représentative*, Montchrestien, 1996
- Hubé (Nicolas), « Le recrutement social des professionnels de la politique », in Cohen (Antonin), Lacroix (Bernard) et Riutort (Philippe), *Nouveau manuel de science politique*, La Découverte, 2009, p. 335- 354
- Laporte (Bernard), *Un bleu en politique*, Presses de la cité, 2009
- Le Bart Christian, « La nostagie chevaleresque chez les professionnels de la politique », in Bonny (Yves), de Queiroz (Jean-Manuel) et Neveu (Erik), *Norbert Elias et la théorie de la civilisation*, PUR, 2003, p. 169-183
- Le Bart (Christian) et Polo (Jean-François,) « Le coup de boule de Zidane : un geste chevaleresque au miroir des interprétations », *International Review on Sport and Violence* (revue en ligne), janvier 2008
- Martinache (Igor), « Les entrées de sportifs en politique, entre réinvestissement et occultation », Journée d'études sur « la mobilisation du capital sportif », IRISSO, 16 mars 2011
- Offerlé (Michel), (dir.), *La profession politique*, Belin, 1999